

Droit de vote à tous les résidents : un rejet qui représente une occasion ratée pour le pays

Le NON au décider ensemble l'a remporté. La grande majorité des électeurs luxembourgeois a opté pour continuer à élire un Parlement représentant une minorité de résidents. L'avenir dira si cette décision était la plus appropriée pour favoriser le développement et la cohésion de notre société. En tout cas il est clair que le référendum, dans son modèle actuel, n'est pas l'instrument adéquat pour répondre à des questions si sensibles et complexes.

Avec le référendum du 7 juin, le Luxembourg vient de vivre un moment important de sa démocratie. C'est le premier pays européen à s'être posé la question de l'élargissement de son corps électoral pour les élections nationales en incluant tous les citoyens non-nationaux.

Les résultats sont clairs et doivent être respectés.

La Plate-forme *Migrations & Intégration* espérait un résultat du OUI nettement meilleur.

Notre reconnaissance va, en premier lieu, aux nombreux citoyens, luxembourgeois ou étrangers, jeunes ou moins jeunes, qui se sont impliqués à titre privé ou comme représentants du monde culturel, économique, syndical, social, politique et médiatique publiquement pour le OUI. Leurs arguments étaient fondés, francs et positifs. Merci aussi aux électeurs qui ont fait preuve d'un esprit ouvert et solidaire et qui ont eu le courage de voter OUI, s'engageant ainsi pour une représentation démocratique de la majorité de la population vivant au Luxembourg.

Quelles leçons faut-il tirer du résultat de cette consultation ?

1. Pendant sa campagne, la Plate-forme *Migrations et Intégration* au contact des électeurs a constaté que les motifs pour le NON sont multiples : la conviction que le référendum n'était qu'un moyen de forcer la main à l'opposition, la volonté de manifester sa désapprobation à la politique menée par le Gouvernement, la frustration envers le monde politique due entre autres au retrait de la question sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, les craintes des Luxembourgeois de perdre la maîtrise du jeu politique et évidemment le souhait de maintenir l'attribution du droit de vote à l'acquisition de la nationalité tout en préconisant une réforme de l'accès à la nationalité. Les résultats démontrent qu'une consultation populaire par référendum sur des questions de société comme la citoyenneté, doit être mieux préparée tout en étant accompagnée d'un important travail d'explication. La majorité parlementaire devra prendre acte et tirer les leçons de ce scrutin.

La Plate-forme *Migrations & Intégration* a toujours affirmé que la seule ouverture au droit de vote ne résoudrait pas les problèmes de déficit démocratique et qu'une loi réglant l'accès à la nationalité de manière plus conséquente devrait suivre. La Plate-forme restera attentive aux initiatives du Gouvernement et des partis politiques dans ce sens. Elle réaffirme sa disponibilité à contribuer à ce débat avec des propositions concrètes. Elle ne manquera pas de rappeler les déclarations émises pendant la campagne autour du référendum.

2. Que la majorité des citoyens se soit exprimée contre le OUI ne signifie pas nécessairement un refus de la présence importante et grandissante de citoyens non-luxembourgeois. Cependant, ce refus est pour nous l'expression de craintes (perte de l'identité nationale, de la souveraineté) qui ne doivent pas être ignorées. La place dominante de la langue luxembourgeoise dans les débats nous amène à

Plateforme **Migrations & Intégration**

www.minte.lu

appeler les Luxembourgeois à s'engager bénévolement dans des projets tels que le coaching et les tables de conversation, par exemple, permettant aux nombreux non-Luxembourgeois de pratiquer la langue. Nous rappelons aux décideurs politiques que dans un pays comme le Luxembourg qui est officiellement trilingue, l'apprentissage d'au moins une des langues administratives est cruciale, le Luxembourgeois s'ajoutant pour faciliter le vivre-ensemble!

3. Le débat démocratique a eu le mérite de laisser s'exprimer une large panoplie d'opinions. Cependant, c'est avec une grande inquiétude que la Plate-forme *Migrations & Intégration* a constaté l'étendue de la mesquinerie et de la haine qui anime une partie, même si marginale, des Luxembourgeois et que les populistes n'ont fait qu'attiser. Elle restera attentive et dénoncera toute dérive! Espérons que les malaises réveillés par ce référendum ne soient que passagers et qu'ils n'engendrent pas de dégâts durables pour le vivre-ensemble et la cohésion sociale dans notre pays, chers à tous - Luxembourgeois et étrangers.

Le risque existe que le résultat de ce referendum soit perçu comme un manque de confiance vis-à-vis des non-Luxembourgeois. Espérons que le Gouvernement et la société luxembourgeoise soient capables de prouver que ce sentiment n'est pas fondé et qu'une politique d'intégration pro-active et concrète soit mise en place.

4. Les non-Luxembourgeois sont largement restés à l'écart du débat et se sont abstenus de toute revendication pour ne pas envenimer la discussion. Si le modèle de consultation populaire choisi avait été celui de l'Ecosse – participation de tous les résidents - le débat et les résultats seraient certainement différents. En attendant, les non-Luxembourgeois continueront à rester écartés des élections à la Chambre des Députés. Leur participation au développement du pays, notamment à la défense de leurs intérêts, restera limitée à celle à travers d'autres institutions comme les syndicats, les chambres professionnelles ou les associations.

5. Le refus de l'ouverture du droit de vote aux non-Luxembourgeois ne va pas résoudre le problème de leur participation à la vie politique, ni aider à surmonter les défis que le pays a devant soi. L'évolution démographique ne va pas s'arrêter pour autant et le Parlement représentera de moins en moins la population résidente. Un défi pour les générations futures !

La Plate-forme *Migrations & Intégration* considère que le Luxembourg a raté l'occasion de fidéliser une partie, la plus engagée, des résidents non-luxembourgeois. Le pays a raté une occasion dans une question cruciale pour son avenir. Un retard qui oblige tous les acteurs politiques, sociaux, économiques et associatifs à s'engager d'avantage en faveur de la participation politique des non-Luxembourgeois. Obligation accrue pour ceux qui l'ont affirmé pendant la campagne alors qu'ils appelaient à voter NON!

Une citoyenneté de résidence européenne telle que prônée par certains promoteurs du NON est certes une des pistes à promouvoir politiquement. Mais elle tardera à venir !

Nous allons voir dans les prochains mois si un accès à la nationalité plus large et ouvert permettra de combler le déficit démocratique – sinon le Luxembourg risque de devenir une « démocratie » où la minorité élira les représentants qui votent les lois déterminant la vie de tous les résidents au quotidien !

Luxembourg, le 7 juin 2015